

INTELLECTUELS JUIFS SOVIÉTIQUES

Pierre Pachet

Jusqu'aux années 1980, le titre ci-dessus n'avait pas de sens en URSS : comme le reste de la population, les intellectuels avaient été efficacement soviétisés. Ils participaient à divers titres à la vie collective, ayant fait ou non figurer la mention « juif » sur leur passeport intérieur, et souvent porteurs d'un patronyme aisément reconnaissable. Nombre d'entre eux, certains éminents, avaient été l'objet de suspicions et de persécutions dans les dernières années de la vie de Staline, accusés d'abord de nationalisme (dissolution du « Comité juif antifasciste » et élimination de nombre de ses membres entre 1948 et 1952), puis, comme d'ailleurs dans les « démocraties populaires », de « cosmopolitisme », de « sionisme » et donc de comploter de façon criminelle (affaire dite des « blouses blanches », à savoir des médecins juifs du Kremlin, fin 1952) avec des puissances étrangères. Il faut rappeler que les organisations sionistes, bundistes ou aussi bien religieuses avaient été évidemment interdites, comme en général toutes les organisations autres que le Parti communiste. Restaient quelques synagogues et quelques rabbins, survivant silencieusement. Mais une conscience juive subsistait sourdement, comme on s'en était aperçu lorsque Golda Meir, alors ambassadrice du nouvel État d'Israël en URSS, se rendit pour les fêtes dans une synagogue de Moscou, où des milliers de Soviétiques vinrent scander son nom, à la fin de l'année 1948.

À la suite des accords d'Helsinki de 1975 signés par l'Union soviétique sous la pression des puissances occidentales, et qui comportaient

un volet concernant les droits de l'homme ; à la suite surtout de l'émotion causée chez eux par la guerre des Six Jours de 1967, nombre de Juifs (et de semi-Juifs ou de non-Juifs) désirant émigrer en Israël ou quitter simplement l'URSS, déposèrent des demandes de visas, souvent refusées sous prétexte que les plus compétents d'entre eux, surtout des scientifiques, avaient eu accès à des secrets intéressant la sécurité du pays. La situation de ces « refusés » (*otkazniki* en russe, « refuseniks » en russe-anglais) était pénible : exclus de leurs départements d'Université ou de leurs laboratoires de recherche, ils se rassemblèrent pour tenir des séminaires clandestins, auxquels des scientifiques occidentaux venaient participer pour les soutenir. C'est dans ces séminaires, et autour d'eux, que se développa une conscience juive nouvelle, à la suite de laquelle émergèrent des individus, et des groupes, qui se considéraient à nouveau comme « juifs ».

C'était par exemple le cas d'Anatoly (plus tard Natan) Shtsharansky (plus tard Sharansky), diplômé en mathématiques appliquées, à qui le visa fut refusé en 1973. Devenu porte-parole du groupe moscovite pour le respect des accords d'Helsinki, il fut arrêté en 1977 et condamné à 13 ans de camp. Libéré en 1986, sous Gorbatchev, à la suite de pressions exercées par les USA. de Reagan, il émigra en Israël, et apparut comme un ardent sioniste, radical même. Cette évolution est assez caractéristique.

Dans les groupes de refuseniks, d'autres aspirations se firent jour. Par exemple le désir de savoir ce qu'avait été la réalité de l'extermination

des Juifs sur le territoire soviétique, à travers en particulier la diffusion clandestine du « Livre noir sur l'extermination scélérate des Juifs par les envahisseurs fascistes allemands », élaboré sous l'égide du Comité antifasciste juif, et dont la parution avait été stoppée en URSS en 1947. Composé de témoignages rassemblés par les écrivains Ilya Ehrenbourg et Vassili Grossman, publié en Israël, ce livre brisait le silence imposé par Staline sur la spécificité des souffrances juives. En parler, le lire, le faire circuler, c'était ranimer l'idée et la réalité d'un peuple juif qui n'était pas une simple « nationalité » au sein de l'ensemble soviétique, mais le nom d'une communauté de destin.

Au cours des années 1980 se manifesta aussi un renouveau religieux, ainsi que le désir de renouer avec l'hébreu (et plus seulement avec le yiddish, considéré comme la langue « nationale » des Juifs soviétiques). Ce fut le cas par exemple chez Yossif Begun, scientifique refusenik qui fut condamné en 1983 à 12 ans de camp pour ses activités d'enseignant et de propagandiste de

l'hébreu, mais libéré en 1987, suite à une campagne internationale en sa faveur.

Être un intellectuel juif en URSS Un aperçu sur cette situation psychologique inconfortable et étrange me fut donné un jour par Efim Etkind, ancien professeur de littérature à Leningrad jusqu'en 1974, lorsqu'il fut déchu de ses titres pour avoir soutenu Soljenitsyne et Joseph Brodsky, et contraint à l'exil en France où il devint, selon le titre d'un de ses livres, un *Dissident malgré lui*. « Un intellectuel juif en URSS., me dit-il non sans humour, c'est quelqu'un dans la bibliothèque de qui on remarque tout de suite tous les grands classiques de la littérature russe. » Comment mieux exprimer cet amour du pays d'accueil (l'Égypte, l'Espagne, l'Allemagne, la France), qui fut caractéristique de l'exil pour tant de Juifs, dont la fidélité à leur destin et à leur héritage se marquait par un paradoxal et brûlant désir de s'adapter, et même de s'adapter extrêmement ?